

Stefanie Stantcheva : « Plus l'impression d'ascension sociale est faible, plus la demande de redistribution fiscale est forte »

L'économiste Stefanie Stantcheva décrypte l'importance du niveau d'information sur la réalité de la répartition des revenus.

Propos recueillis par Antoine Reverchon Publié le 06 mars 2019 à 07h21 - Mis à jour le 06 mars 2019 à 20h16

Stefanie Stantcheva est professeure d'économie à Harvard. Elle est, en France, membre du Conseil d'analyse économique (CAE). Elle a été nommée au Prix du meilleur jeune économiste 2018, délivré par le Cercle des économistes et *Le Monde*.

Vous avez étudié et comparé les variations des préférences sociales en matière de fiscalité et de redistribution dans plusieurs pays européens (Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni, Suède) et aux Etats-Unis. Quels sont les facteurs qui créent, chez les contribuables, une demande ou un refus de « taxer les riches » – c'est-à-dire une plus forte progressivité de l'impôt ?

Stefanie Stantcheva : Plus les personnes interrogées sont pessimistes sur la possibilité d'améliorer leur situation et pensent ne pas avoir d'opportunité de mobilité sociale ascendante, plus ils sont favorables à une forte taxation des plus riches et à une redistribution fiscale, et inversement ([« Intergenerational Mobility and Support for Redistribution »](#), Alberto Alesina, Stefanie Stantcheva, Edoardo Teso, *American Economic Review* n° 108/2, 2018). Ainsi, c'est aux Etats-Unis que les gens sont le moins favorables à la progressivité de l'impôt, et en France et en Italie qu'ils le sont le plus.

Comment avez-vous procédé pour recueillir ces résultats ?

Si nous avons demandé aux personnes interrogées si elles souhaitaient payer plus ou moins d'impôts et bénéficier de plus ou de moins de redistribution, nous aurions bien sûr observé le résultat paradoxal classique souvent évoqué dans ce débat : "Nous voulons tous plus en payant moins" ! C'est pourquoi nous avons demandé à chacun de répartir la charge fiscale réelle de son pays entre les différentes tranches de revenu, puis de répartir les dépenses budgétaires réelles entre différents postes de dépense.

Nous avons ensuite croisé ces résultats avec les réponses à de nombreuses questions sur la situation réelle des personnes, mais aussi sur leur perception subjective de cette situation. Car les économistes doivent travailler sur ce que les gens pensent, car cela a autant d'importance que de modéliser ce qu'ils font.

Il faut donc bien comprendre que le résultat évoqué plus haut concerne la perception, et non la réalité, de la mobilité sociale dans chacun des pays. Car, dans la réalité, la mobilité sociale en Europe est devenue supérieure à celle que l'on observe aux Etats-Unis. Les Américains sont plus optimistes, et donc moins favorables à la progressivité – alors que la situation réelle de la mobilité devrait les rendre plus favorables –

que les Européens, qui sont plus pessimistes. Cela dit, les tout derniers sondages aux Etats-Unis montrent que l'opinion sur la progressivité de l'impôt est en train de basculer.

Vous voulez dire que si les personnes étaient mieux informées sur la réalité de la situation, leur opinion pourrait changer ?

C'est ce que montre une autre étude utilisant la même méthode, sur la perception et la réalité des inégalités des revenus, cette fois. Elle montre que la demande de progressivité de l'impôt et de redistribution augmente lorsque les personnes sont informées de la réalité de la répartition des revenus dans leur pays : plus cette information montre un écart réel de revenu supérieur à leur représentation antérieure, plus elles deviennent favorables à une telle redistribution ([« How Elastic are Preferences for Redistribution : Evidence from Randomized Survey Experiments »](#), Ilyana Kuziemko, Michael Norton, Emmanuel Saez et Stefanie Stantcheva, *American Economic Review* n° 105/4, 2015). C'est sans doute ce qui explique la tendance actuelle dans les sondages américains.

Mais cet écart entre la perception et la réalité a une autre conséquence : lorsque les personnes sont informées que les inégalités de revenus sont supérieures à ce qu'elles croyaient, cela dégrade aussi leur confiance à l'égard du gouvernement et des institutions, qu'ils suspectent dès lors de ne pas faire ce qu'il faut pour assurer la redistribution.

Vous avez observé aussi un autre effet inquiétant de ce décalage entre perception et réalité...

En effet, nous nous sommes aperçus que dès lors que la question de l'immigration était abordée, plus la perception qu'en avaient les personnes interrogées était négative, plus ces personnes étaient défavorables à la redistribution et à la limitation des inégalités fiscales ([« Immigration and Redistribution »](#), Alberto Alesina, Armando Miano et Stefanie Stantcheva, *NBER Working Paper* n° 24733, 2018).

Or, sur tous les items concernant l'immigration, et dans tous les pays, les perceptions sont plus négatives que la réalité : les immigrés sont perçus comme plus nombreux, moins qualifiés, plus pauvres, plus souvent musulmans qu'ils ne le sont. Evoquer le « danger » de l'immigration est donc le moyen le plus « efficace » de faire reculer la demande de progressivité de l'impôt et de faire accepter une diminution de la redistribution fiscale...

Antoine Reverchon (Service économie du « Monde »)